

# L'objet évanescent d'une théorie improbable : le terrorisme et les sciences sociales

Ami-Jacques RAPIN

Maître d'enseignement et de recherche à l'Institut  
d'Histoire Economique et Sociale (IHES) de  
l'Université de Lausanne

Dans l'introduction d'un récent numéro thématique de *Sociological Theory*, Senechal de La Roche constate que les attaques du 11 septembre 2001 ont suscité chez les chercheurs un nouvel intérêt pour un objet largement « sous-théorisé » dans les décennies précédentes : le terrorisme. Manifestement optimiste, elle considère que le développement des études consacrées au phénomène permet d'envisager, à terme, la formulation d'une théorie générale répondant à de véritables critères de scientificité<sup>1</sup>. Les contributions regroupées dans la livraison de la revue n'étaient pourtant guère une telle ambition. Dans la première d'entre elles, Tilly met en garde contre la réification du terrorisme par le discours politique, et invite les chercheurs à douter de l'existence d'une catégorie spécifique et cohérente d'acteurs (les terroristes) spécialisés dans une forme déterminée d'action politique (la terreur). Oberschall affirme pour sa part qu'il n'est pas utile d'envisager une théorie distincte du terrorisme, dans la

---

<sup>1</sup> Roberta Senechal de la Roche, « Toward a Scientific Theory of Terrorism », *Sociological Theory*, vol. 22, 2004, pp. 1-3.

mesure où la théorie de l'action collective peut parfaitement s'appliquer au phénomène<sup>1</sup>. Quant aux trois autres contributeurs, ils affichent apparemment une plus grande confiance dans la perspective formulée par Senechal de La Roche, sans que leur modèle parvienne cependant à susciter l'adhésion (*infra*).

Ni Tilly ni Oberschall ne développent véritablement l'argument susceptible d'ébranler les attentes théoriques de la Professeure de la *Washington and Lee University*. Cet argument porte sur le raisonnement spécieux consistant à postuler que les carences de l'analyse relèvent d'un intérêt insuffisant des chercheurs, sans envisager que les difficultés théoriques pourraient procéder d'une résistance de ce qui est appréhendé comme l'objet de l'analyse. En d'autres termes, Senechal de la Roche paraît largement ignorer les composantes d'un champ d'études qui s'est structuré de longue date, mais duquel n'est jamais parvenu à émerger une théorie qui surmonte l'obstacle des démonstrations aporétiques. Loin de s'épuiser dans le débat récurrent sur la définition du concept de terrorisme, les contradictions auxquelles s'est heurtée la recherche irradient l'ensemble de la démarche analytique. Elles se manifestent plus particulièrement dans la tension permanente entre l'entendement des données qui justifient le recours au concept de terrorisme et leur agrégation en des modèles censés rendre compte d'une catégorie spécifique de violence politique. Tantôt ces données sont soigneusement sélectionnées afin de légitimer l'usage d'un modèle destiné initialement à l'analyse de phénomènes différents. Tantôt ces données sont élargies afin de permettre au modèle de vivre sa propre existence, indépendamment des éléments factuels sur lesquels reposait à

---

<sup>1</sup> Charles Tilly, «Terror, Terrorism, Terrorists», *Sociological Theory*, vol. 22, 2004, p. 5. Anthony Oberschall, «Explaining Terrorism: The Contribution of Collective Action Theory», *Sociological Theory*, vol. 22, 2004, p. 26.

l'origine la nécessité de son élaboration. Dans tous les cas, les contours de l'objet s'estompent paradoxalement à l'éclairage de la théorie. À cet égard, il n'est pas absurde de formuler l'hypothèse selon laquelle c'est l'inconsistance de l'objet qui est au principe des difficultés de son approche théorique, et non pas le retard de la théorie qui explique la difficulté à cerner l'objet. En examinant l'évolution du champ d'études concerné, cet article vise à identifier les apories qui lui sont inhérentes et aboutit à la conclusion que si les sciences sociales sont parfaitement susceptibles de produire des connaissances sur les phénomènes auxquels renvoie la notion de terrorisme, elles ne sauraient formuler de théorie générale du terrorisme en dehors du domaine de la philosophie politique.

### Éléments sur l'histoire du concept de terrorisme

On sait que le terme de terrorisme a été forgé au cours de la Révolution française pour qualifier les méthodes de gouvernement caractérisant la période de la Terreur. L'évolution sémantique qui conduit à la formation du néologisme est en revanche rarement évoquée. Le terme dérive de l'utilisation positive de la notion de terreur par les Jacobins. Après la chute de Robespierre, les deux nouvelles unités du lexique politique que sont les termes de terroristes et de terrorisme apparaissent quasi simultanément en septembre 1794<sup>1</sup>. Leur usage dans la presse thermidorienne relève de la polémique, voire de l'injure politique, le but étant de stigmatiser les acteurs de la Terreur tout en conservant la légitimité de la Convention<sup>2</sup>. Dès

---

<sup>1</sup> Contrairement à ce qu'affirme Bruce Hoffman, le terme de terrorisme n'a jamais bénéficié d'une connotation positive durant la Révolution française. L'auteur opère manifestement une confusion avec le terme de terreur. B. Hoffman, *La mécanique terroriste*, Paris, Calmann-Lévy, 1999, p. 18.

<sup>2</sup> Annie Geffroy, «Terreur et sa famille morphologique», in: *Néologie et lexicologie*, Paris, Larousse, 1979, p. 131.

l'origine, le terme possède une connotation péjorative qui s'inscrit dans des stratégies discursives d'anathématisation de l'adversaire politique.

Jusqu'aux dernières décennies du XIXe siècle, l'emploi de la notion ne déborde que marginalement du cadre référentiel de la Révolution, et le terme s'efface devant ceux de terreur et de terroristes comme en témoignent les deux entrées du *Dictionnaire politique* publié en 1860<sup>1</sup>. Le mot apparaît en revanche dans les dictionnaires de langue, toujours dans son sens historique<sup>2</sup>. À vrai dire, ces dictionnaires n'ont pas encore enregistré un premier glissement sémantique généralisant le sens du concept à d'autres emplois historiques de la terreur comme système de gouvernement<sup>3</sup>.

Un second glissement sémantique, décisif pour l'avenir du débat sur le terrorisme, intervient dans le contexte russe de la fin des années 1870, dans le prolongement immédiat de la scission de l'organisation révolutionnaire Terre et Liberté. L'aile majoritaire, qui se regroupe dans La Volonté du Peuple, définit explicitement le terrorisme comme une méthode de lutte contre le régime autocratique. Dans son programme de 1879, le comité

---

<sup>1</sup> *Dictionnaire politique: encyclopédie du langage et de la science politiques*, Paris, Pagnerre, 1860, pp. 910-913.

<sup>2</sup> Dans les années 1880, le *Bescherelle* et le *Littré* définissent le terrorisme comme un «système, régime de la terreur qui a pesé sur la France pendant une partie de la Révolution». L.N. Bescherelle, *Dictionnaire national ou dictionnaire universel de la langue française*, Paris, Garnier, 1880, vol. 2, p. 1460.

<sup>3</sup> Louis Blanc mentionne dans son histoire des années 1830-1840 un «essai de terrorisme monarchique». Jules Michelet évoque le «terrorisme de Condé» lors de la Fronde dans son histoire de la France au XVIIe siècle ou encore «le terrorisme croissant de la Russie» en traitant des pratiques répressives dans l'empire des tsars de la première partie du XIXe siècle. L. Blanc, *Histoire de dix ans*, Paris, Pagnerre, 1843, vol. 4, p. 346. J. Michelet, *Richelieu et la Fronde*, Paris, Chamerot, 1858, p. 367; *La Pologne martyre*, Paris, E Dentu, 1865, p. 203.

exécutif de l'organisation fixe les objectifs de «l'action terroriste»: l'élimination des principales figures du pouvoir, la démonstration de la possibilité de combattre le gouvernement, la promotion de l'esprit révolutionnaire du peuple et la protection du parti contre les espions<sup>1</sup>. Selon l'expression de Stepniak-Kravcinskij, la nouvelle orientation du mouvement révolutionnaire russe aboutit rapidement «à l'érection du terrorisme en système»<sup>2</sup>, mais en un système de lutte contre le pouvoir et non plus en un système de gouvernement. Dans l'esprit de la plupart de ses initiateurs, ce nouveau terrorisme révolutionnaire est une méthode de lutte spécifiquement russe qui répond à l'archaïsme des structures politiques de l'empire. L'un des principaux théoriciens de l'action terroriste en généralise cependant l'emploi après avoir quitté La Volonté du Peuple. De son exil suisse, Nikolaj Morozov conceptualise ce que Franco Venturi qualifie de «terrorisme pur»<sup>3</sup>. Sans entrer dans le détail des thèses de Morozov, il importe d'en souligner la portée universelle puisque le principe de l'action terroriste est applicable contre toute forme d'oppression, celle de l'absolutisme, mais aussi celle de la force brutale d'un régime constitutionnel<sup>4</sup>.

Dans le contexte russe, le terme perd provisoirement sa connotation péjorative. L'échec politique des campagnes d'attentats et les critiques

---

<sup>1</sup> *Programm des Exekutivkomitees der Narodnaja Volja (1879)*, cité par R. Walther, «Terror, Terrorismus», in: R. Koselleck & O. Brunner (dir.), *Geschichtliche Grundbegriffe*, Stuttgart, Klett-Cotta, 1997 p. 389.

<sup>2</sup> Sergine Stepniak, *La Russie souterraine*, Paris, J. Lévy, 1885, p. 59.

<sup>3</sup> Franco Venturi, *Les intellectuels, le peuple et la révolution*, Paris, Gallimard, 1972, p. 1071.

<sup>4</sup> Nicolai Morozov, *Terroristicheskaya Borba*, Genève, 1880, cité par W. Laqueur & Y. Alexander (eds.), *The Terrorism Reader*, New York, New American Library, 1987, p. 72.

issues du pôle marxiste du mouvement révolutionnaire russe réintroduisent cependant rapidement cette connotation, et rares seront les acteurs qui définiront ultérieurement leur pratique de la violence en assumant ce terme dépréciatif.

Au tournant des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, l'emploi du terme se généralise progressivement pour désigner les violences subversives dirigées contre les symboles du pouvoir ou de la société bourgeoise, que ce soit en Europe occidentale, en Amérique du Nord ou dans les colonies. Ce sens second, se référant à une violence subversive, domine désormais le sens premier, mais sans l'effacer. On pourrait même dire qu'il le réactive régulièrement dans la mesure où la stigmatisation du terrorisme dirigé contre le pouvoir suscite de récurrentes mises au point rappelant que le terrorisme est aussi un instrument du pouvoir. La polysémie du concept se prête d'autant mieux aux jeux rhétoriques que son utilisation entre le plus souvent dans des stratégies discursives visant à délégitimer l'adversaire qui recourt à une violence jugée politiquement injustifiée.

Dès lors qu'elles prennent en charge le concept, les sciences sociales se heurtent à ce double écueil sémantique : d'une part, le terrorisme désigne à la fois un système de gouvernement et un moyen de lutter contre le pouvoir ; d'autre part, le terme possède une connotation péjorative qui implique une anathémisation implicite de l'acteur auquel il se réfère.

### **L'entrée du concept dans le champ des sciences sociales**

En rédigeant l'article consacré au terrorisme dans *The Encyclopedia of the Social Sciences* publiée en 1934, Hardman choisit de restreindre la portée du concept à sa dimension subversive. Dans cette perspective, le terrorisme est la méthode par laquelle un groupe oppositionnel tente de démoraliser l'autorité gouvernementale, de miner son pouvoir et d'initier un processus révolutionnaire ou contre-révolutionnaire, alors que la terreur est un

instrument coercitif que le pouvoir utilise contre l'opposition. En tant que méthode, le terrorisme se différencie d'autres formes de violence politique : de l'émeute par son caractère planifié et instrumental, de l'insurrection de masse par son caractère groupusculaire<sup>1</sup>.

Anticipant, sur certains points, les approches contemporaines du terrorisme, en particulier les analyses relatives à sa dimension «publicitaire», Hardman vise des phénomènes proches de ceux auxquels se réfère actuellement la notion. L'opération terminologique consistant à réduire le sens du terme à un terrorisme d'en bas par opposition à une terreur d'en haut ne va pourtant pas sans poser certains problèmes. Tout d'abord, le terrorisme demeure dans sa signification première la politique de terreur gouvernementale pratiquée en France durant les années 1793-1794, et, compte tenu de cette réalité historique, il semble difficile d'évacuer du concept ce trait sémantique. Au moment où Hardman rédige sa notice, la polysémie du terme est d'ailleurs ancrée dans le lexique politique comme en témoigne la seconde édition de *Défense du terrorisme*, ouvrage dans lequel Trotski justifie la violence pratiquée par le gouvernement bolchevik dans les années qui suivent la révolution d'octobre et non pas le terrorisme subversif<sup>2</sup>. Ensuite, cette dichotomie ne rend pas compte de la complexité des phénomènes que recouvre la notion dans l'Entre-deux-guerres. Hardman n'a manifestement pas lu Albert Londres qui, présentant la plus puissante des organisations terroristes de la période, définit l'ORIM<sup>3</sup> comme «plus forte que l'État dont elle dépend; ayant ses lois, ses journaux,

---

<sup>1</sup> J.B.S Hardman., «Terrorism», in: *The Encyclopedia of the Social Sciences*, New York, Macmillan, vol. 14., 1935, article reproduit par W. Laqueur & Y. Alexander (eds), *The Terrorism Reader*, *op. cit.*, p. 225

<sup>2</sup> Léon Trotski, *Défense du terrorisme*, Paris, Éditions de la Nouvelle Revue Critique, 1936.

<sup>3</sup> Organisation révolutionnaire intérieure macédonienne.

sa police, sa justice, levant les impôts, recevant de l'argent de l'étranger, tuant au nom d'un ordre moral établi par elle, maîtresse absolue d'une partie du royaume [la Bulgarie], ne permettant pas au gouvernement régulier de mener sa politique intérieure non plus qu'extérieure»<sup>1</sup>.

L'opposition entre la terreur d'en haut et le terrorisme d'en bas tend également à se brouiller dans le cas de l'Oustacha croate responsable, entre autres, des assassinats à Marseille en 1934 du roi Alexandre de Yougoslavie et du ministre des Affaires étrangères Louis Barthou. L'Oustacha est certes une organisation clandestine pratiquant la violence subversive, mais ses liens avec les États qui l'instrumentalisent interdisent de la réduire à cette seule dimension. Pour Reber, le terrorisme oustachi n'est qu'un instrument de la politique étrangère de la Hongrie, de l'Italie et de l'Allemagne, ce qui lui permet d'affirmer que «le fascisme comme système de politique intérieure, le révisionnisme comme but de politique extérieure et le terrorisme comme moyen d'action, sont étroitement, indissolublement liés entre eux»<sup>2</sup>. Poussant son raisonnement à son terme, l'auteur estime que chacun des régimes concernés a utilisé, dans un premier temps, le terrorisme comme arme de politique intérieure contre ses opposants pour y recourir, dans un second temps, comme arme de politique extérieure. Se trouvent ainsi réunis les deux sens du concept et les deux formes de violence que Hardman tente pour sa part de distinguer.

L'attentat de Marseille accélère un processus de réflexion juridique sur la définition du terrorisme entamé au début des années 1930 dans le cadre des Conférences pour l'unification du droit pénal (CUDP). Créé en 1934, le comité pour la répression internationale du terrorisme de la SDN élabore en

---

<sup>1</sup> Albert Londres, *Les Comitadjis*, Paris, Le Serpent à Plumes, 2002, p. 27 (1<sup>ère</sup> édition 1932).

<sup>2</sup> Charles Reber, *Terrorisme et diplomatie*, Paris, La Technique du Livre, 1936, p. 272.

trois ans une Convention pour la prévention et la répression du terrorisme qui définit dans son article premier les actes concernés comme «des faits criminels dirigés contre un État et dont le but ou la nature est de provoquer la terreur chez des personnalités déterminées, des groupes de personnes ou dans le public». Critiquée dès l'origine en raison de son caractère tautologique et de sa trop grande généralité, cette définition présente moins d'intérêt que les longues discussions dont elle est l'aboutissement<sup>1</sup>. Sans entrer dans leur détail, il convient d'en retenir deux éléments significatifs.

Premièrement, la notion de terrorisme est venue se greffer lors de la CDUP de Bruxelles (1930) sur un délit qui avait été défini trois ans plus tôt, lors de la CDUP de Varsovie, dans les termes suivants: «L'emploi intentionnel de tous moyens capables de faire courir un danger commun.» Or, la création d'un nouveau délit de terrorisme est loin de faire l'unanimité. Lemkin — celui-là même qui forgera en 1944 le concept de génocide — considère en 1933 que:

---

<sup>1</sup> Parmi les critiques de la définition de la SDN, voir A. Sottile, «Le terrorisme international», *Recueil des Cours de l'Académie de Droit International de La Haye*, vol. 85, 1938, p. 95.

*«Le terrorisme ne s'applique pas à une forme législative synthétique, « terrorisme » ne constitue pas une notion juridique; « terrorisme », « terroristes », « actes de terrorisme » ce sont des expressions employées dans la langue courante et dans la presse pour définir un état d'esprit spécial chez les délinquants qui en outre réalisent encore de par leurs actions des délits particuliers. Donc, M. le professeur Rocco avait raison de soulever pendant la discussion à la Conférence de Paris [CDUP de 1931] que le terrorisme ne présente pas de conception uniforme, mais embrasse une quantité d'actes criminels différents<sup>1</sup>.»*

Quoique l'objection ne soit finalement pas retenue, elle signale un problème qui a manifestement échappé à Hardman: la transposition dans le domaine terminologique d'un mot du langage commun chargé de connotations et au référent imprécis.

Secondement, les discussions des juristes de l'Entre-deux-guerres ont permis de préciser un certain nombre de caractéristiques de l'objet sur lequel elles portaient, même si elles n'ont débouché que sur une définition largement insatisfaisante du terrorisme. Synthétisant les principaux acquis de ces discussions, un autre juriste polonais propose de considérer le terrorisme comme une méthode d'action dont la détermination rigoureuse ne peut se fonder ni exclusivement sur les moyens matériels employés ni uniquement sur «l'état du terrorisé». Trois autres critères sont retenus: l'intention de l'auteur, le but visé et la terreur comme moyen. Sur cette base, Waciorski définit le terrorisme politique comme «une méthode d'action délictueuse par laquelle l'agent tend à imposer par la terreur sa domination à la société ou à l'État, pour conserver, transformer ou détruire des liens

---

<sup>1</sup> Raphaël Lemkin, *Les actes constituant un danger général (interétatique) considérés comme délits de droit des gens*, Paris, A. Pedone, 1934, pp. 3-4.

sociaux d'ordre public»<sup>1</sup>. Une telle définition n'évite certes pas l'écueil tautologique; elle présente cependant un double intérêt. D'une part d'ancrer le phénomène considéré dans le cadre d'une stratégie intentionnelle en offrant ainsi une première prise à l'analyse. D'autre part, d'établir une distinction entre la finalité de la violence (la domination) et son actualisation par une méthode d'action (la terreur qui demeure indéfinie). En d'autres termes, la signification du «terrorisme» ne peut émerger que de l'analyse du rapport dialectique entre une volonté politique et son actualisation dans un répertoire d'actions.

Trop souvent négligée par les auteurs contemporains, la réflexion juridique des années 1930 a balisé les problèmes inhérents à la définition du terrorisme, problèmes qui resurgissent dans la seconde partie du XXe siècle lorsque se multiplient les tentatives de cerner cet objet évanescant.

### Un lancinant problème définitionnel

Loin de se résoudre dans la seconde partie du XXe siècle, la question de la définition du terrorisme alimente des controverses récurrentes. Les positions des auteurs oscillent en la matière entre deux pôles: le désinvestissement conceptuel et l'acharnement définitionnel.

Laqueur a explicitement revendiqué la première de ces positions dans son étude classique de 1977: «A comprehensive definition of terrorism [...] does not exist nor will it be found in the foreseeable future. To argue that terrorism cannot be studied without such a definition is manifestly absurd<sup>2</sup>.» Cet argument est sévèrement critiqué, entre autres par Gibbs<sup>1</sup>, et

---

<sup>1</sup> Jerzy Waciorski, *Le terrorisme politique*, Paris, A. Pedone, 1939, p. 113.

<sup>2</sup> Walter Laqueur, *Terrorism*, London, Weidenfeld & Nicolson, 1977, p. 5.

il est certain que l'acte définitionnel ne saurait être considéré comme une superfétation intellectuelle. En réalité, Laqueur ne s'abstrait nullement de l'enjeu conceptuel; il laisse simplement dans le domaine de l'implicite une définition de son objet qui correspond approximativement à celle de Hardman. Éminemment contestable du point de vue méthodologique, cette approche évacue le débat conceptuel pour mieux ancrer l'apparente pertinence d'une notion dont l'évidence ne repose, en dernière analyse, que sur la matérialité des actes divers auxquels elle est associée.

À l'opposé de Laqueur, Schmid a opiniâtement cherché à forger une définition opératoire du terrorisme. Sur la base d'un corpus de 109 définitions et de l'identification de 22 éléments définitionnels, l'auteur tente dans une étude de 1984 une formulation personnelle qu'il soumet à une cinquantaine d'experts du sujet. En fonction de leurs critiques, Schmid propose dans la seconde édition de son ouvrage une nouvelle formulation partiellement amendée :

*«Terrorism is an anxiety-inspiring method of repeated violent action, employed by (semi-) clandestine individual, group, or state actors, for idiosyncratic, criminal, or political reasons, whereby — in contrast to assassination — the direct targets of violence are not the main targets. The immediate human victims of violence are generally chosen randomly (targets of opportunity) or selectively (representative or symbolic targets) from a target population, and serve as message generators. Threat- and violence-based communication processes between terrorist (organization), (imperilled) victims, and main targets are used to manipulate the main target (audience(s)), turning it into a target of terror, a target of demands, or a target of*

---

<sup>1</sup> Jack P. Gibbs, «Conceptualization of Terrorism», *American Sociological Review*, vol. 54, 1989, p. 329.

*attention, depending on whether intimidation, coercion, or propaganda is primarily sought<sup>1</sup>.*»

Quatre ans plus tard, Schmid abandonne le principe d'une formulation alambiquée pour celui d'une définition lapidaire de l'acte terroriste: «l'équivalent en temps de paix d'un crime de guerre». Pour paradoxale qu'elle soit, cette définition a suscité l'adhésion d'auteurs aussi différents que le directeur du bureau de Washington de la RAND Corporation et un juriste enseignant dans une université française. Selon Hoffman, la différence «qualitative» fondamentale entre les actes de terrorisme et les actes de guerre réside dans l'existence de normes de comportements — universellement acceptées si ce n'est systématiquement respectées — qui réglementent ces derniers<sup>2</sup>. Pour Cumin, le *jus in bello* pourrait fournir les éléments d'une définition «objective» du terrorisme que l'auteur propose de formuler en ces termes: «Acte sporadique de violence armée commis (en temps de paix) dans un but politique en violation des prescriptions interdisant l'attaque d'objectifs inoffensifs<sup>3</sup>.»

L'intérêt suscité par l'approche de Schmid s'explique par sa dimension axiologique. Contrairement à ses tentatives précédentes, sa définition de 1992 porte exclusivement sur l'aspect doublement transgressif du terrorisme, qui actualise une violence armée en dehors d'un état de guerre et qui prend pour cible des objectifs inoffensifs. Or, cette dimension

---

<sup>1</sup> Alex P., Schmid & Albert J. Jongman, *Political Terrorism*, Amsterdam, North-Holland Publishing Company, 1988, p. 28.

<sup>2</sup> B. Hoffman, *La mécanique terroriste*, *op. cit.*, p. 43.

<sup>3</sup> David Cumin, «Tentative de définition du terrorisme à partir du *jus in bello*», *Revue de Science Criminelle et de Droit Pénal Comparé*, n° 1, 2004, p. 29.

transgressive est le seul élément véritablement discriminant des phénomènes considérés. Cet argument appelle une rapide démonstration fondée sur la critique des principales composantes définitionnelles du terrorisme, telles qu'elles apparaissent chez les auteurs au-delà des nuances qui les séparent.

S'il est inutile de revenir sur la tautologie consistant à définir le terrorisme par le recours à la terreur, il importe d'examiner les formulations qui ont tenté de contourner le problème tout en conservant l'idée. Pour Hacker, le terrorisme est une forme d'agression qui engendre un «état mental caractérisé par une peur indéfinie et désespérée» et qui vise à «effrayer ceux qui sont au pouvoir»<sup>1</sup>. Selon Wilkinson, les terroristes «attempt to instil the maximum fear and uncertainty among the members of the community or group they seek to intimidate»<sup>2</sup>. Quant à Wardlaw, il considère que l'acte terroriste vise «to create extreme anxiety and/or fear-inducing effects in a target group»<sup>3</sup>. Plus récemment, Goodin et Burke soutiennent encore la même thèse; le premier affirmant que l'objectif du terrorisme n'est pas tellement de tuer et de détruire, mais «to produce fear for socio-political purposes»; le second réintroduisant la notion de terreur, associée à celle de peur, pour qualifier le moyen mobilisé afin de réaliser une fin politique<sup>4</sup>.

---

<sup>1</sup> Friedrich Hacker, *Terreur et terrorisme*, Paris, Flammarion, 1976, pp. 23-24.

<sup>2</sup> Paul Wilkinson, «Three Questions on Terrorism», *Government and Opposition*, vol. 8, 1973, p. 291.

<sup>3</sup> Grant Wardlaw, *Political terrorism*, Cambridge, CUP, 1982, p. 16.

<sup>4</sup> Robert Goodin, *What's Wrong with Terrorism*, Cambridge: Polity, 2006, p. 37. Anthony Burke, «The End of Terrorism Studies», *Critical Studies on Terrorism*, vol. 1, 2008, p. 39.

Comme l'a souligné Ochberg — qui a décrit pour la première fois les caractéristiques du syndrome du Stockholm — les termes de terreur, de peur ou d'anxiété possèdent une signification précise dans la terminologie médicale, et si leur utilisation dans le langage courant pour rendre compte des effets psychologiques de la violence politique peut se justifier, il en va différemment d'un point de vue scientifique. Le cas des prises d'otages l'illustre parfaitement. En tant que victimes directes, les otages développent certes des traumatismes émotionnels consécutifs à la violence dont ils sont l'objet. On ne peut cependant généraliser cette réaction d'effroi à l'ensemble d'une population qui assiste par médias interposés aux événements, même si s'engage un processus d'identification aux victimes. L'objectif des preneurs d'otages n'est d'ailleurs ni de terrifier leurs victimes ni d'intimider la population; il s'agit de créer un rapport de force en vue d'une négociation avec des autorités qui ne sont certainement pas « effrayées » par la situation, mais soumises à une pression et contraintes à des choix successifs et rationnels pour s'en dégager. Alors que ni la victime active (la structure de pouvoir soumise au chantage), ni la victime indirecte (l'opinion publique) ne sont littéralement soumises à la peur, la victime passive (l'otage) peut dépasser sa réaction initiale d'effroi et s'engager dans un processus d'identification avec ses ravisseurs et adhérer à leur cause<sup>1</sup>. Bref, les actes de violence labellisés « terroristes » provoquent évidemment des réactions émotionnelles, sans qu'il soit pour autant raisonnable de les généraliser à des états homogènes de peur intense chez les personnes directement ou indirectement concernées, et sans qu'il soit possible de présupposer que la diversité des actes en question suscite des réactions identiques.

---

<sup>1</sup> Citons deux exemples significatifs du développement du syndrome de Stockholm: la participation de Patricia Hearst à une attaque de banque de l'Armée de Libération Symbionèse après son enlèvement et l'adhésion de l'ambassadeur britannique en Uruguay aux revendications des Tupamaros qui l'ont détenu pendant plusieurs mois.

Une deuxième composante des définitions du terrorisme introduit un facteur évoqué dans le point précédent : la différenciation entre la victime directe et la cible réelle. Selon Hess, la violence terroriste vise à produire des effets psychiques sur d'autres personnes que celles physiquement affectées<sup>1</sup>. Crelinsten définit une «relation triangulaire» entre les terroristes et deux types de cibles<sup>2</sup>. Hoffman indique que «le terrorisme est spécifiquement destiné à produire des effets psychologiques qui touchent un cercle plus large que la ou les victimes immédiates et l'objet direct de l'attentat»<sup>3</sup>. Quant à Maskaliunaité, il affirme que la dimension la moins controversée des définitions du terrorisme réside dans le fait que «it is not what happens to the victim that is important, but how the fact of what happens to it will affect the target audience and, through it, the authorities of the state»<sup>4</sup>. Considérée en tant que telle, et à ce niveau de généralité, cette «relation triangulaire» n'a pourtant rien de spécifique aux phénomènes considérés. Dans le cadre d'un conflit armé, la destruction d'une cible militaire ou civile n'est qu'un objectif immédiat qui vise à influencer sur la capacité et la volonté de combattre de l'adversaire. En paraphrasant Maskaliunaité, on peut dire que ce qui arrive à cette cible (ou aux cibles successives) n'est en soi pas important ; ce qui l'est ce sont les effets psychologiques de cette destruction

---

<sup>1</sup> Henner Hess, «Terrorismus und Terrorismus-Diskurs», *Kriminologisches Journal*, vol 15, 1983, p. 92.

<sup>2</sup> R. D. Crelinsten, «Terrorism as Political Communication: The Relationship between the Controller and the Controlled», in: P. Wilkinson (ed.), *Contemporary Research on Terrorism*, Aberdeen, AUP, 1987, pp. 6-7.

<sup>3</sup> B. Hoffman, *La mécanique terroriste*, *op. cit.*, p. 54.

<sup>4</sup> Asta Maskaliunaité, «Defining Terrorism in the Political and Academic Discourse», *Baltic Defence Review*, vol. 2, 2002, p. 46.

sur le commandement ennemi et, au-delà, sur l'autorité politique dont ce commandement cherche à accomplir les buts de guerre.

À l'instar de Hardman, nombre d'auteurs contemporains intègrent une troisième composante définitionnelle qui réduit le terrorisme à une violence subversive. Or, une telle restriction pose deux types de problème. Premièrement, tout comme à l'époque de Hardman, la distinction entre violence subversive et violence d'État tend en certains cas à se brouiller. Dans la typologie proposée par Hermant et Bigo, la notion de «terrorisme d'organisation écran» rend compte de cette instrumentalisation de la violence oppositionnelle par des États qui commanditent des attentats perpétrés sur la scène internationale<sup>1</sup>. Secondement, les partisans de la restriction définitionnelle du terrorisme à la seule violence subversive ne sont jamais parvenus à neutraliser la connotation péjorative du concept et à échapper aux enjeux politiques qu'implique une telle opération de catégorisation. Il en résulte des controverses aussi récurrentes que lassantes sur le caractère unilatéral des définitions du terrorisme — «le terroriste des uns est le combattant de la liberté des autres» — et des retours tout aussi fréquents au sens étymologique du terme destinés à rappeler que les pratiques terroristes des États sont infiniment plus meurtrières que celles des groupes subversifs.

En dernière analyse, la double transgression identifiée par Schmid en 1992 constitue le cœur du problème que cherchent à spécifier les auteurs qui se sont attachés à définir le terrorisme: les circonstances de l'acte (temps de paix) et les caractéristiques de la cible (inoffensive) sont au principe de la réprobation morale qui justifie l'emploi d'un terme qui relève de l'anathématisation politique. À cet égard, l'intégration de la dimension

---

<sup>1</sup> Daniel Hermant & Didier Bigo, «Un terrorisme ou des terrorisms», *Esprit*, n° 94-95, 1986, p. 30.

axiologique est indispensable pour rendre compte, non pas tellement des phénomènes considérés, mais de leur reconstruction sociale dans le cadre d'un travail de catégorisation de la violence politique. Le «plan éthique» s'impose ainsi lorsqu'il s'agit d'opérer des distinctions entre des «violences politiques plus ou moins terroristes»<sup>1</sup>, entendons pas là de discriminer les groupes qui pratiquent des violences meurtrières de ceux qui limitent leurs attaques à des cibles matérielles.

Après plusieurs décennies de réflexion sur la définition du terrorisme, les auteurs s'accordent au moins sur un point: le bilan insatisfaisant de l'entreprise. Les tentatives définitionnelles qui négligent la dimension axiologique du concept cultivent l'illusion objectiviste et prêtent de ce fait à la critique. Quant à celles qui l'intègrent, elles présentent probablement un intérêt du point de vue juridique ou de celui de la philosophie politique, sans pour autant offrir une base solide à l'analyse sociologique. Ni les unes ni les autres ne sont jamais parvenues à clairement circonscrire la catégorie de phénomènes auxquelles elles se réfèrent. Si ce problème peut être en partie occulté dans le cadre de la discussion théorique, il apparaît en revanche de manière évidente lorsque ces définitions sont utilisées pour établir des données empiriques. Les importantes variations statistiques des bases de données spécifiquement consacrées au dénombrement des actes de terrorisme illustrent l'absence de rigueur méthodologique qui prévaut en ce domaine<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Xavier Crettiez, «Les modèles conceptuels d'appréhension du terrorisme», *Cahiers de la Sécurité Intérieure*, n° 38, 1999, p. 206.

<sup>2</sup> Un rapport de la Rand Corporation le soulignait dès le début des années 1980: William W. Fowler, *Terrorism Data Bases: A Comparison of Missions, Methods, and Systems*, Santa Monica, Rand Cop., 1981, p. 6. La faiblesse des approches quantitatives du terrorisme ne s'est depuis lors pas démentie: Didier Bigo, *Polices en réseaux*, Paris, Presses de Science Po, 1996, p. 267.

Paradoxalement, la construction de l'objet de l'analyse s'autonomise des réflexions définitionnelles, et de ce point de vue il faut constater que ce n'est pas tellement «l'élasticité» du concept qui pose problème que la malléabilité de l'objet. Comme l'a pertinemment observé Whitaker, la catégorisation des groupes terroristes par les États occidentaux repose autant sur des critères politiques que sur des fondements conceptuels<sup>1</sup>. Dans un registre différent, la plupart des chercheurs configure leur objet en fonction de leur modèle et des exigences de leur démonstration, excluant ainsi de leur analyse des données qui répondent pourtant à leur définition du terrorisme. Bref, on ne saurait considérer la pertinence d'une définition du terrorisme indépendamment des propositions théoriques susceptibles de préciser les contours de l'analyse du phénomène considéré. Réciproquement, la portée d'une théorie du terrorisme est circonscrite par la capacité de son auteur à démontrer son adéquation à l'objet auquel elle est censée se rapporter.

### Premières élaborations théoriques

À partir de la fin de la Seconde Guerre mondiale se formulent les premières théories spécifiquement consacrées au terrorisme. Fortement tributaires de leur contexte d'énonciation, elles renvoient à des conceptions passablement éloignées du phénomène tel qu'il sera appréhendé dans les trois dernières décennies du XXe siècle et au début du XXIe.

En 1950, Payne publie *Zero The Story of Terrorism*. Ancrée dans le domaine de la philosophie politique, son analyse envisage la matrice intellectuelle des formes de domination politiques les plus oppressives du siècle, Nazisme et communisme sont ainsi conçus en tant que les manifestations exacerbées d'un nihilisme dont la formulation radicale revient à Serge Netchaïev. Tel

---

<sup>1</sup> Brian Whitaker, «The Definition of Terrorism», *The Guardian*, 07.05.01.

que le conçoit Payne, le nihilisme s'apparente à une déshumanisation absolue de l'action politique qui s'affranchit de tout obstacle moral dans sa volonté de domination. La terreur d'en haut diffère de la terreur d'en bas par le potentiel de destruction qu'elle met en œuvre; mais l'une et l'autre procèdent d'un même divorce entre la volonté politique et l'humanisme, «réduisant à zéro» la valeur des existences qui entravent la réalisation de leur projet abstrait<sup>1</sup>. Nonobstant ses confusions et lourdeurs argumentatives, Payne a discerné le facteur qui permet de conjuguer les deux formes de la terreur en une même catégorie de la philosophie politique: le terrorisme est une «maladie de la volonté politique» qui se mesure à l'aune de la démocratie<sup>2</sup>.

Avec le développement des luttes d'émancipation nationale, la terreur d'en bas s'impose comme l'objet d'une théorie à formuler dans le cadre de l'analyse stratégique des conflits de décolonisation. Pour Crozier, le terrorisme est «l'arme du faible», c'est-à-dire une ressource qui est mobilisée dans la phase initiale d'une insurrection qui, en cas de succès, se développera successivement en une phase de guérilla et une phase de guerre conventionnelle<sup>3</sup>. Critiquant le cloisonnement de ce modèle en trois phases, Thornton insiste sur le fait que la pratique de la terreur ne disparaît pas avec le passage à la phase de guérilla. Elle se maintient sous deux formes différentes: celle d'une terreur subversive dans les zones encore contrôlées par le pouvoir, celle d'une terreur répressive dans les zones passées aux

---

<sup>1</sup> Robert Payne, *Zero. The Story of Terrorism*, London, Wingate, 1950.

<sup>2</sup> Voir, par exemple, Jean-Michel Besnier, «De la terreur jacobine au terrorisme?», *Esprit*, 1984, pp. 157-160.

<sup>3</sup> Brian Crozier, «Anatomy of Terrorism», *The Nation*, March 21 1959, pp. 250-252. Cette thèse est plus largement développée dans *The Rebels*, Boston, Beacon Press, 1960.

maines des insurgés. En d'autres termes, la montée en puissance des rebelles leur permet de jouer sur un registre étendu d'actions violentes en déplaçant le centre de gravité du conflit sur un terrain militaire; en tant qu'outil d'appoint, le terrorisme remplit quatre fonctions dans les zones encore contestées (propagande, élimination des rivaux, déstabilisation des populations et provocation de mesures répressives), alors qu'il est l'instrument principal de l'élimination de toute contestation de l'autorité nouvellement constituée dans les régions acquises militairement<sup>1</sup>.

Seule cette dernière forme de terreur retient l'attention de Walter dans la formulation de ce qu'il considère comme «the first systematic effort to develop a general theory of terrorism»<sup>2</sup>. Méthode destinée à contrôler un groupe social en brisant sa volonté de résistance, le terrorisme se déploie en un «regime of terror» selon qu'il vise l'ensemble d'une population et en une «zone of terror» lorsqu'il est dirigé contre l'un de ses segments. L'exemple de l'esclavage illustre brièvement la seconde de ces pratiques, alors que Walter développe longuement le cas de la terreur pratiquée dans les royaumes zoulous du XIXe siècle. L'accueil réservé à cette approche du terrorisme en termes d'anthropologie politique a été contrasté. Une partie des critiques a salué la rigueur d'une démarche théorique élaborant une typologie pertinente des formes de violence pratiquées par les gouvernements despotiques et identifiant l'importance du facteur de l'organisation sociale dans la compréhension du fonctionnement d'un

---

<sup>1</sup> Thomas P. Thornton, «Terror as a Weapon of Political Agitation», in: H. Eckstein (ed.), *Internal War*, New York, The Free Press, 1964, pp. 71-99.

<sup>2</sup> Eugene V. Walter, *Terror and Resistance*, Oxford, OUP, 1969, p. VII.

régime terroriste<sup>1</sup>. En revanche, d'autres critiques ont contesté la pertinence d'une théorie fondée sur l'étude d'un cas pour lequel les données fiables faisaient largement défaut. Tributaire de sources unilatérales, c'est-à-dire du point de vue européen, Walter ne serait pas parvenu à saisir les caractéristiques de la société zouloue et son analyse aurait indûment isolé l'organisation politique de cette société de son contexte socio-économique<sup>2</sup>.

Les controverses suscitées par l'ouvrage de Walter auraient pu orienter durablement le débat académique sur le terrorisme vers une analyse des formes du pouvoir despotique si les années 1970 n'avaient pas été marquées par des événements qui ravivèrent l'intérêt pour une analyse des violences armées dirigées contre l'État. L'impact des opérations palestiniennes visant des cibles occidentales ou réalisées sur le territoire de pays européens, conjugué à l'émergence d'organisations d'extrême gauche optant pour une stratégie révolutionnaire de type militaire, provoquèrent un nouveau basculement du débat vers le pôle subversif de la terreur politique. Outre l'explosion des publications consacrées au terrorisme groupusculaire, les années 1970 sont également caractérisées par la structuration d'un véritable champ disciplinaire: lancement de revues spécifiquement axées sur l'analyse du terrorisme, multiplication des colloques dédiés au phénomène, croissance des financements publics et création d'instituts spécialisés<sup>3</sup>. Dès

---

<sup>1</sup> Ali A. Mazrui, «Review: Terror and Resistance», *The American Political Science Review*, vol. 68, 1974, pp. 271-272. Richard C. Leonard, «Review: Terror and Resistance», *American Sociological Review*, vol. 35, 1979, pp. 360-361.

<sup>2</sup> Herbert W. Vilakazi, «On a Theory of Terrorism», *African Studies Review*, vol. 13, 1970, pp. 459-467.

<sup>3</sup> *Terrorism: an International Journal* sort son premier numéro en 1977, bientôt suivi par *Terrorism Violence & Insurgency Journal* et *The International Terrorism Newsletter* (sans mentionner les publications en série récentes). L'Institut for the Studies in International Terrorism de

lors, il n'est plus possible de considérer les développements de la recherche en fonction d'études spécifiques, et seule la typologie de ses principales approches du terrorisme permet de rendre compte du foisonnement de la réflexion, et aussi de ses errements.

Un tour d'horizon de la littérature spécialisée atteste la vitalité de la réflexion théorique, mais débouche également sur le constat de l'incapacité des sciences sociales à appréhender de manière cohérente les phénomènes qui sont catégorisés sous le label de terrorisme.

### Les approches psychologiques

Dans un contexte où la violence armée insurrectionnelle ne concerne plus uniquement la périphérie du système international mais se développe au cœur des démocraties libérales, la tentation est forte de l'identifier à un phénomène de déviance sociale relevant de la personnalité pathologique de ses acteurs.

Kent et Nicholls considèrent que des abus au cours de l'enfance génèrent une hostilité refoulée envers les parents qui est par la suite susceptible de se manifester, en des circonstances politiques favorables, contre d'autres formes d'autorité<sup>1</sup>. Post envisage également des troubles dans le développement personnel des futurs terroristes qui présenteraient deux types de personnalité. D'une part «l'anarchiste idéologique», sujet à des

---

l'Université d'État de New York est également créé en 1977, alors que d'autres institutions existantes accordent une place de plus en plus importante à l'analyse du phénomène; c'est le cas du Georgetown Center for Strategic and International Studies et de la Rand Corporation, aux États-Unis, et de l'Institut for the Study of the Conflict en Grande-Bretagne.

<sup>1</sup> I. Kent, W. Nicholls, « The psychodynamics of Terrorism », *Mental Health and Society*, vol. 4, 1978, pp. 1-8.

difficultés de structuration psychologique au cours de l'enfance qui le conduisent à une révolte contre le père, puis contre les valeurs sociales auxquelles adhère ce dernier. D'autre part le «nationaliste sécessionniste», qui n'a pas développé de sentiments d'hostilité envers ses parents, mais au contraire une loyauté indéfectible caractérisée par une impossibilité pathologique de se différencier de l'objet parental; dans ce cas, la révolte contre l'État s'établirait à l'aune de la souffrance infligée par celui-ci aux parents<sup>1</sup>. Formulée en termes généraux, la théorie de Post s'appuie sur des recherches empiriques susceptibles d'attester la thèse selon laquelle le terroriste posséderait une identité psychologique fragmentaire et tenterait, par l'usage de la violence, de pallier une estime de soi déficiente. Parmi ces recherches figure la contribution de Böllinger au programme d'études sur le terrorisme initié par le ministère de l'Intérieur de la République fédérale d'Allemagne au tournant des années 1970-1980. Fondée sur la théorie d'Erikson du développement psychosocial en huit étapes qui conduit l'individu à adopter une identité positive, l'approche de Böllinger envisage un échec des sujets de l'enquête à négocier ces étapes. Il en résulterait la formation d'une identité négative qui conduirait l'individu à adhérer à des groupes extrémistes offrant une issue à son problème en lui permettant de projeter sa violence résultant de tendances inconscientes à l'agression<sup>2</sup>.

Les analyses de Böllinger ont fait l'objet de nombreuses critiques. Dans un même temps, un autre chercheur allemand souligne que si des mécanismes psychologiques sont toujours à l'œuvre dans les comportements humains, il

---

<sup>1</sup> Jerrold M. Post, «Notes on a Psychodynamic Theory of Terrorist behaviour», *Terrorism*, vol. 7, 1984, pp. 241-256.

<sup>2</sup> Lorenz Böllinger, «Die Entwicklung zu terroristischen Handeln als psychosozialer Prozess: Begegnungen mit Beteiligten», in: H. Jagär et al. (dir.), *Analysen zum Terrorismus*, Opladen, Westdeutscher Verlag, vol. 2, pp. 175-231.

est absolument nécessaire que les psychologues soient en position de déterminer jusqu'à quel point leur discipline est à même de rendre compte légitimement des phénomènes sociaux. Aux yeux de Rasch, il est en effet suffisamment évident que les modèles psychopathologiques visent surtout à disqualifier les terroristes et à évacuer de la discussion la composante politique du phénomène de la violence extrémiste<sup>1</sup>. En outre, la recherche de Böllinger ne va pas sans poser de sérieux problèmes méthodologiques: la réticence des sujets emprisonnés à participer à l'enquête, le fait qu'ils étaient en cours de jugement ou simplement suspectés d'appartenir à une organisation extrémiste et la propension des chercheurs conduisant les entretiens à attribuer aux sujets les motivations que le modèle visait à mettre en évidence. Si la perspective pathologique n'a ultérieurement pas été totalement abandonnée, à l'instar de Pearlstein qui considère la présence de troubles narcissiques de la personnalité chez la majorité des terroristes<sup>2</sup>, un large consensus s'est dégagé pour réfuter ce type d'explication. S'appuyant soit sur la critique des modèles proposés soit sur leurs propres recherches empiriques, Silke, Ruby, Sageman et Horgan affirment l'absence d'anormalité ou de prédispositions psychologiques chez les acteurs concernés<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> Wilfried Rasch, «Psychological Dimensions of Political Terrorism in the Federal Republic of Germany», *International Journal of Law and Psychiatry*, vol. 2, 1979, pp. 79-80.

<sup>2</sup> Richard Pearlstein, *The Mind of the Political Terrorist*, Wilmington, Scholarly Resources Inc., 1991, p. 7.

<sup>3</sup> Andrew Silke, «Cheshire-cat Logic: The Recurring Theme of Terrorist Abnormality in Psychological Research», *Psychology, Crime & Law*, vol. 4, 1998, pp. 51-69. Charles Ruby, «Are Terrorists Mentally Deranged?», *Analyses of Social Issues and Public Policy*, vol. 2, 2002, pp. 15-26. Marc Sageman, *Understanding Terror Networks*, Philadelphia, UPP, 2004, p. 91. John Horgan, *Psychology of Terrorism*, London, Routledge, 2005, pp. 75-77.

Consécutivement, la plupart des études récentes ne cherchent plus à fournir une explication pathologique au phénomène, mais visent à en enrichir la compréhension en renouvelant les termes de l'approche psychologique. Weatherston et Moran envisagent un lien entre les actions terroristes et des désordres mentaux, mais en considérant que c'est la participation à ces actions qui est un facteur de stress susceptible de générer des troubles chez l'individu et ainsi d'agir sur la stabilité du groupe<sup>1</sup>. Beck élabore un modèle cognitif élémentaire de la polarisation, entre l'image dépréciée de l'ennemi et la représentation idéalisée de soi, qui est à l'œuvre dans l'idéologie «fanatique» des terroristes et qui permet de dépasser l'inhibition de la violence meurtrière<sup>2</sup>. Arena et Arrigo proposent de rendre compte de la construction de l'identité du groupe terroriste en recourant à cinq concepts de l'interactionnisme symbolique: les symboles (constitutifs de l'identité militante), la définition de la situation (par l'attribution ou la réattribution d'une signification à l'environnement social), les rôles (procédant de valeurs, de normes, de codes et d'obligations spécifiques), la socialisation (qui permet d'adapter l'action aux circonstances) et l'émergence du moi (influencée par le contexte)<sup>3</sup>. Enfin, citons encore le récent ouvrage de Horgan dans lequel l'auteur énonce un modèle en trois phases du terrorisme

---

<sup>1</sup> David Weatherston & Jonathan Morgan, «Terrorism and Mental Illness: Is there a Relationship?», *International Journal of Offender Therapy and Comparative Criminology*, vol. 47, 2003, pp. 698-713.

<sup>2</sup> Aaron T. Beck, «Prisoners of Hate», *Behaviour Research and Therapy*, vol. 40, 2002, pp. 209-216.

<sup>3</sup> Michael P. Arena & Bruce A. Arrigo, «Social Psychology, Terrorism, and Identity: A Preliminary Re-examination of Theory, Culture, Self and Society», *Behavioral Sciences and the Law*, vol. 23, 2005, pp. 485-506.

— l’engagement, l’implication et le désengagement — afin de rendre compte des trajectoires individuelles au sein de groupes extrémistes<sup>1</sup>.

Dans le cas d’Arena, Arrigo et Horgan, il est manifeste que l’approche cesse d’être strictement psychologique pour s’élargir au domaine de la psychologie sociale et au-delà. Chez Horgan en particulier, l’affirmation de l’impossibilité de concevoir le comportement de l’acteur en dehors des facteurs contextuels dans lesquels s’inscrit le terroriste conduit à un élargissement du questionnement qui ne porte plus sur le « pourquoi » mais sur le « comment » de la trajectoire. Le recours à la théorie du choix rationnel, l’attention portée au processus collectif par lequel l’organisation prépare et accomplit ses actions armées, tout comme l’étude du « cycle de l’événement terroriste » placent au centre de l’analyse les relations entre l’acteur et son environnement. Pour intéressante qu’elle soit, l’approche peut toutefois faire l’objet de deux critiques. Premièrement, le facteur contextuel n’est pas suffisamment élargi pour s’étendre à la dimension proprement conflictuelle du phénomène considéré : les enjeux du conflit, le cadre idéologique qui motive ses acteurs, son influence sur les orientations stratégiques de l’organisation ou encore le poids de l’action réciproque sur la dynamique de l’affrontement ne sont présents qu’en filigrane de l’analyse. Secondement, le modèle proposé s’inspire largement de l’analyse criminologique et laisse ouverte la question de la spécificité du phénomène terroriste. Autrement dit, le modèle peut apparemment s’appliquer à toute organisation illégale, voire à toute organisation militante, nonobstant les composantes du phénomène qui relèvent de la confrontation armée. Or, ce sont précisément ces composantes, dans leurs dimensions politiques et stratégiques, qui sont le moins explicitées dans la modélisation.

---

<sup>1</sup> J. Horgan, *The Psychology of Terrorism*, *op. cit.*

### Les approches en termes de frustration/agression

Dans son acception la plus générale, la thèse de la frustration engendrant une agression irradie nombre d'études sur le terrorisme, que celles-ci explicitent ou non l'idée. L'emprise de cette représentation du terrorisme s'explique sans doute par l'arrière-plan psychologique de ce type d'explication qui permet de rattacher à l'expérience individuelle des formes de violences collectives.

Inspirée des travaux de Berkowitz sur l'agression, la théorie de la privation relative de Gurr transpose à un niveau macro-sociologique le principe selon lequel la frustration provient de la perception d'un écart entre ce que les acteurs possèdent et ce qu'ils considèrent mériter. Pour que s'actualise sur cette base la violence collective, il est encore nécessaire que s'engage un processus de politisation des acteurs qui est fonction de plusieurs variables (justifications normatives et utilitaristes, rapport de forces entre les opposants et le régime, facteurs environnementaux)<sup>1</sup>. La théorie de la privation relative n'est pas spécifiquement destinée à expliquer le terrorisme, mais toute forme de violence collective, y compris les guerres civiles, en recourant à une modélisation susceptible d'être testée empiriquement.

Comme l'ont constaté Schmid et Jongman, les travaux de Gurr étaient considérés comme éminemment utiles à la compréhension du terrorisme par les spécialistes du sujet dans les années 1980<sup>2</sup>. Dans sa formulation la plus élaborée, la théorie de la privation relative n'a pourtant été que marginalement appliquée dans la littérature consacrée au terrorisme, par

---

<sup>1</sup> Ted Robert Gurr, *Why Men Rebel*, Princeton, PUP, 1970.

<sup>2</sup> A. P. Schmid, *Political Terrorism*, *op. cit.*, pp. 62-63.

exemple par Birrel dans une contribution sur le cas irlandais<sup>1</sup>. Le fait que le modèle de Gurr ait été invalidé empiriquement au début des années 1970, entre autres par les travaux d'Edward Muller, ne suffit pas expliquer ce paradoxe. En réalité, ce n'était pas la version élaborée du modèle de Gurr qui suscitait l'intérêt, mais l'idée générale sur laquelle il était fondé, et si le modèle a été abandonné l'idée a, quant à elle, été conservée. Gurr lui-même, qui a admis les réfutations de sa version initiale de la privation relative, envisage en 1989 le potentiel de développement du terrorisme aux États-Unis et au Canada, d'une part, dans le fossé grandissant entre la société majoritaire et les couches défavorisées et victimes du sous-emploi que représentent les Noirs et la jeunesse latino-américaine et, d'autre part, dans le renouveau national des populations amérindiennes<sup>2</sup>. L'hypothèse de la frustration demeure également pertinente pour Friedland qui considère qu'un statut socio-économique défavorable est susceptible de conduire à la violence<sup>3</sup>.

Mais, même dans ses versions les moins élaborées, cette thèse a fait l'objet des critiques de ceux qui constatent que les membres des organisations terroristes ne proviennent pas majoritairement des couches défavorisées de la population<sup>4</sup>. Significativement, une réfutation analogue à celle formulée

---

<sup>1</sup> D. Birrell, «Relative Deprivation as a Factor in Conflict in Northern Ireland», *Socio-political Review*, vol. 20, 1972, pp. 317-343.

<sup>2</sup> Ted Robert Gurr & Jeffrey Ian Ross, «Why Terrorism Subsides. A Comparative Study of Canada and the United States», *Comparative Politics*, vol. 21, 1989, pp. 405-426.

<sup>3</sup> N. Friedland, «Becoming a Terrorist: Social and Individual Antecedents», in: L. Howard (ed.), *Terrorism: Roots, Impacts, Responses*, New York, Praeger, 1992, pp. 81-93.

<sup>4</sup> M. Sageman, *Understanding Terror Networks*, *op. cit.*, pp. 73-74. Austin T. Turk, «Sociology of Terrorism», *Annual Review of Sociology*, vol. 30, 2004, pp. 273-274. James A. Piazza, «Rooted

par Muller au début des années 1970 a été énoncée à l'encontre des versions faiblement structurées de la thèse de la frustration socio-économique : selon Krueger et Maleckova, le terrorisme ne procéderait pas de situations de précarités économiques, mais résulterait d'un sentiment de graves affronts endurés par un groupe déterminé et d'une réponse à un environnement politique oppressif<sup>1</sup>. Dans ce cas, l'idée de frustration n'est pas véritablement évacuée du propos, elle est déplacée dans le registre des motivations de l'action. Une même démarche caractérise la contribution de Kampf à l'étude du radicalisme politique d'extrême gauche en Allemagne dans les années 1970-1980 : en l'occurrence, la frustration découlerait du contexte des conflits sociaux en République fédérale qui créait obstacle aux projets idéologiques des intellectuels radicaux<sup>2</sup>.

Centrées sur le « pourquoi » — de manière très explicite dans les intitulés des travaux de Gurr — les approches en termes de frustration/agression tendent à se désintéresser du « comment » et n'échappent pas à la circularité du raisonnement dès lors que la frustration est inhérente à l'agression. Régulièrement déjouées lorsqu'elles tentent d'isoler une variable déterminante, ces approches sont également sujettes à une critique formulée précocement à l'encontre de la théorie de Gurr, à savoir que le modèle ne permet pas d'expliquer pourquoi des acteurs confrontés à des situations identiques de frustration ne recourent pas systématiquement à la

---

in Poverty? Terrorism, Poor Economic Development and Social Cleavages», *Terrorism and Political Violence*, vol. 18, 2006, pp. 159-177.

<sup>1</sup> Alan B. Krueger, Jitka Maleckova, *Education, Poverty, Political Violence and Terrorism: Is there a Causal Connection?*, Cambridge, National Bureau of Economic Research, 2002.

<sup>2</sup> Herbert A. Kampf, «Terrorism, the Left Wing, and the Intellectuals», *Terrorism*, vol. 13, 1990, pp. 23-51.

violence<sup>1</sup>. Pour justifiée qu'elle soit, la critique ne saurait occulter la contribution à la réflexion, si ce n'est de toutes les approches en termes de frustration/agression, du moins de celle de Gurr: en formulant un modèle susceptible d'être soumis à un contrôle empirique, l'auteur de *When Men Rebel* a permis de diriger la recherche sur d'autres axes d'analyse.

### Les approches en termes d'action collective et de mobilisation des ressources

Au début des années 1970, la théorie de l'action collective était le principal concurrent au modèle de la privation relative dans l'explication du recours à la violence collective. Victorieuse par KO technique, elle a exercé une influence sur les conceptualisations du terrorisme, mais le plus souvent de manière indirecte et très partielle. Comme l'a relevé Wisler, la marginalité des organisations terroristes a sans doute contribué au désintérêt des politologues et des sociologues qui ont de préférence dirigé leurs analyses sur des mouvements sociaux plus significatifs du point de vue des mobilisations qu'ils généraient<sup>2</sup>. Il existe cependant une exception notable, les travaux de della Porta comptant parmi les meilleures pages consacrées à la violence armée d'extrême gauche en Allemagne et en Italie<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> Pour ne considérer que le cas allemand, la critique est particulièrement pertinente puisque l'engagement dans la lutte armée n'a concerné, en définitive, qu'une petite minorité d'acteurs dans le large éventail que constituent la jeunesse dorée radicale et les intellectuels politisés des années 1960-1970.

<sup>2</sup> Dominique Wisler, *Violence politique et mouvements sociaux*, Genève, Georg, 1994, p. 24.

<sup>3</sup> Donatella della Porta, *Social Movements, Political Violence, and the State*, Cambridge, CUP, 2004.

Comprise comme un processus, la violence est envisagée selon trois niveaux d'analyse. Un niveau macro-analytique, correspondant à la structure des opportunités politiques qui influe sur les choix stratégiques des acteurs collectifs. Un niveau méso-analytique, s'identifiant aux dynamiques internes des différentes organisations des mouvements sociaux. Un niveau micro-analytique, relatif aux motivations des acteurs et aux processus par lesquels ils attribuent du sens aux événements. Sans entrer dans le détail de l'analyse, signalons quelques-uns de ces points forts. Tout d'abord, la structure des opportunités politiques contribue à déterminer le répertoire des actions mobilisées par un mouvement social selon la logique d'une radicalisation inversement proportionnelle à l'ouverture du système politique aux demandes extérieures. Ensuite, les organisations radicales sont envisagées en tant que des entrepreneurs de la violence qui remplissent trois tâches principales: la mobilisation de ressources, leur intégration et leur allocation à des objectifs extérieurs. Ces groupes se trouvent, en outre, en situation de compétition avec d'autres organisations au sein du mouvement social dont ils émergent, situation qui favorise la mobilisation de ressources spécifiques. Enfin, la radicalisation des acteurs s'inscrit dans leur trajectoire militante et constitue l'un des éléments de l'identité politique qu'ils se forment.

Très convaincants à plus d'un égard, les travaux de della Porta suscitent néanmoins quelques réserves. Premièrement, ils portent sur des objets qui sont en quelque sorte taillés sur mesure pour la théorie de l'action collective, et l'application du modèle à d'autres réalités répertoriées sous le label de terrorisme n'a rien d'évident. Si la théorie a été mobilisée pour l'analyse des violences attribuées à Al-Qaeda ou au Jemaah Islamiyah<sup>1</sup>, elle a

---

<sup>1</sup> Voir, entre autres, Quintan Wiktorowicz (ed.), *Islamic Activism: A Social Movement Theory Approach*, Bloomington: Indiana University Press, 2004.

également suscité les critiques de Sidel qui considère qu'elle est peu heuristique pour l'étude du cas indonésien: les concepts de mouvement social et de mobilisation y seraient inopérants, alors que le facteur identitaire, essentiel à l'analyse, ne serait pas pris en charge par le modèle<sup>1</sup>. Deuxièmement, le concept de structure des opportunités politiques est d'un maniement délicat lorsqu'il est utilisé pour rendre compte du terrorisme. L'explication commune du terrorisme allemand des années 1970 par la répression policière et la fermeture du système politique ne tient nullement compte du fait que les autorités ont opté dans la première partie de la décennie pour une politique de modération envers la contestation. Contrairement à d'autres auteurs, della Porta met ce fait en évidence, mais tend à négliger que c'est précisément durant cette période que se constitue la Rote Armee Fraktion (RAF)<sup>2</sup>. Troisièmement, la question du terrorisme proprement dit n'est pas tranchée par l'analyse qui se concentre sur le processus de radicalisation. Plus précisément, le terrorisme apparaît implicitement comme l'impasse politico-stratégique dans laquelle s'engagent les groupes extrémistes au terme de leur trajectoire de radicalisation.

### **Les approches en termes de choix rationnel et de stratégie**

Les approches en termes de choix rationnel et de stratégie sont les plus répandues dans le champ des études du terrorisme. Elles se sont

---

<sup>1</sup> John T. Sidel, *Riots, Pogroms, Jihad*, Ithaca: Cornell University Press, 2006, p. 220.

<sup>2</sup> Dans un même temps, la politique des autorités françaises est assurément plus répressive et moins conciliante, alors que l'escalade militaire n'a pas véritablement eu lieu en France.

progressivement imposées par la critique des approches psychologiques dans leur composante pathologique et par celle de l'affirmation du caractère irrationnel de l'action terroriste<sup>1</sup>. Si ces approches partagent des traits communs avec la théorie de l'action collective (la violence est un choix rationnel, le contexte influe sur les options stratégiques des acteurs, des ressources spécifiques sont mobilisées en fonction des interactions avec le pouvoir), elles s'en distinguent sur plusieurs points: en accordant moins d'intérêt au processus de radicalisation, en se concentrant sur les ressources proprement militaires et surtout par une moindre rigueur méthodologique et un plus grand dilettantisme conceptuel. Prises dans leur ensemble, c'est-à-dire dans leur grande hétérogénéité, ces approches souffrent toujours de la carence constatée par Crenshaw pour l'ensemble des études du terrorisme, à savoir leur improvisation théorique<sup>2</sup>.

C'est sans aucun doute Crenshaw qui a poursuivi la réflexion la plus systématique en matière d'analyse stratégique du terrorisme. Pour cet auteur, le terrorisme est une forme de violence politique résultant d'un comportement instrumental de groupes qui cherchent à réaliser, selon une rationalité collective, leurs objectifs à court ou long terme. Le recours à cette forme de violence procède de facteurs contraignants qui limitent les alternatives tactiques et stratégiques du groupe. L'action elle-même est fondée sur un calcul en termes de coût et de bénéfice portant sur les chances

---

<sup>1</sup> Affirmation qui est au centre de l'analyse de la Rote Armee Fraktion proposée par Iring Fetscher: « Eine Analyse des Strategie der RAF zeigt nun, dass in ihrem Fall keine rationale Kalkulation der Erfolgchancen und der Voraussetzung für die geplanten Aktionen stattgedunden hat. » I. Fetscher & G. Rohrmoswer, *Analysen zum Terrorismus*, Opladen, Westdeutscher Verlag, 1981, vol. 1, p. 27.

<sup>2</sup> Martha Crenshaw, « Current Research on Terrorism: The Academic Pespective », *Studies in Conflict and Terrorism*, vol 15, 1992, p. 1.

de réussite des opérations, les risques encourus et les conséquences de l'inaction<sup>1</sup>. Axée sur les interactions entre le groupe et son environnement stratégique, l'approche conçoit le terrorisme en tant qu'une stratégie fondée sur la surprise et l'innovation, deux éléments susceptibles de partiellement rééquilibrer le rapport de forces dissymétrique entre l'organisation groupusculaire et son adversaire qui dispose de ressources coercitives infiniment supérieures.

Cette analyse en termes de fins et de moyens prête le plus souvent peu d'attention à la dynamique organisationnelle interne du groupe en tant que facteur explicatif de ses orientations stratégiques. Or, le modèle organisationnel, qui correspond au niveau méso-analytique de della Porta, est susceptible d'enrichir la compréhension des contraintes qui pèsent sur l'organisation clandestine et qui influent sur ses orientations. Selon Crenshaw, l'articulation des deux modèles s'avère productive dans la mesure où l'approche organisationnelle permet, en particulier, de traiter le problème de la détermination des choix qui sont effectués par les acteurs en fonction des contraintes auxquels ils sont soumis<sup>2</sup>. À cet égard, l'auteur souligne le paradoxe qui caractérise nombre d'approches stratégiques du terrorisme, riches en informations relatives au fonctionnement internes des groupes clandestins, mais qui ne recourent pas explicitement au modèle organisationnel. La critique a une portée plus générale, puisque Crenshaw constate l'évident cloisonnement de la recherche, les spécialistes du

---

<sup>1</sup> Martha Crenshaw, «Theories of Terrorism: Instrumental and Organizational Approaches», *The Journal of Strategic Studies*, vol. 10, 1987, pp. 13-15; «The Logic of Terrorism: Terrorist Behavior as a Product of Strategic Choice», in: W. Reich (ed.), *Origins of Terrorism*, Cambridge, CUP, 1990, pp. 7-24.

<sup>2</sup> Martha Crenshaw, «An Organizationnel Approach to the Analysis of Political Terrorism», *Orbis*, vol. 34, 1985, pp. 19-21.

terrorisme ne s'intéressant pas à l'actualité de la recherche sur les mouvements sociaux et l'action collective<sup>1</sup>.

Un autre problème posé par les approches stratégiques du terrorisme réside dans l'imprécision conceptuelle du modèle lui-même, l'analyse stratégique étant en réalité à peine esquissée. C'est le cas chez Price qui distingue, dans le «terrorisme révolutionnaire», une dimension stratégique — visant soit à convaincre la population de l'illégitimité du gouvernement, soit à persuader un gouvernement du coût disproportionné du maintien de sa domination sur un territoire colonisé — et une dimension tactique comprenant le vol à main armée, le kidnapping, l'assassinat sélectif, l'attentat indiscriminé et l'opération militaire proprement dite<sup>2</sup>. Dans le premier cas, ce dont il est question relève de la stratégie politique ou, si l'on préfère, de la finalité de l'affrontement (le *Zweck* clausewitzien), et non pas de l'objectif qui est poursuivi dans l'affrontement lui-même (le *Ziel* clausewitzien). Dans le second cas, sont confondus des types d'opérations qui poursuivent des buts sectoriels fondamentalement différents (acquérir de l'argent pour entretenir une infrastructure clandestine, exercer un chantage pour obtenir une concession, réaliser une opération dans un but qui reste à déterminer). La dichotomie brouille en réalité ce qu'elle cherche à éclairer. Elle ne permet pas de concevoir que le terrorisme peut être une composante tactique pour des organisations qui ont suffisamment de ressources pour mettre en œuvre d'autres formes de violence, tout comme qu'elle ne permet pas de comprendre que la logique stratégique des actions qui sont effectuées par

---

<sup>1</sup> M. Crenshaw, «Terrorism: The Academic Perspective», *art. cit.*, p. 7.

<sup>2</sup> Edward Price, «The Strategy and Tactics of Revolutionary Terrorism», *Comparative Studies in Society and History*, vol. 19, 1977, pp. 54-57.

des groupuscules clandestins ne peut émerger que de l'enchaînement des opérations successives qu'ils conduisent.

Ariel Merari ne fait pas preuve de plus de rigueur terminologique lorsqu'il écrit « qu'il est parfois difficile d'établir une distinction claire entre tactiques terroristes et tactiques de guérilla, la confusion [étant] d'autant plus facile à faire que, dans de nombreux cas, les groupes insurgés mélangent systématiquement les deux stratégies »<sup>1</sup>. Dans le propos de l'auteur, les deux termes sont apparemment interchangeables, alors qu'il est suffisamment évident que, en l'occurrence, le terrorisme n'est qu'une dimension tactique d'une stratégie de guerre révolutionnaire. La tentative de Merari de spécifier les différentes modalités stratégiques de l'action terroriste comporte d'autres marges d'incertitude. En définissant la « propagande par l'action » comme la « notion de base du terrorisme en tant que stratégie » l'auteur est conduit à formuler des interprétations fortement réductrices des phénomènes considérés; par exemple en substituant à l'objectif limité de la RAF dans la seconde partie des années 1970 (la libération des membres du groupe détenus dans les prisons allemandes) un « objectif politique ultime » consistant « à renverser le gouvernement allemand pour instaurer un régime marxiste »<sup>2</sup>.

Tout bien considéré, les approches stratégiques du terrorisme semblent tout aussi coupées de la théorie stratégique proprement dite qu'elles ne le sont de la théorie de l'action collective. Le manque de rigueur dans l'utilisation des concepts en est une manifestation, tout comme l'est également l'absence de réflexion sérieuse sur les conditions d'applicabilité du paradigme clausewitzien (continuation de la politique par d'autres

---

<sup>1</sup> Ariel Merari, « Du terrorisme comme stratégie d'insurrection », in: G. Chaliand et A. Blin (dir.), *Histoire du terrorisme*, Paris, Bayard, 2004, p. 50.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 36.

moyens, montée aux extrêmes, action réciproque, forces morales, frictions...) à l'objet considéré.

### Élaborations diverses

Les approches précédemment exposées se rattachent toutes à des perspectives théoriques générales adaptées à l'étude de la violence armée groupusculaire. D'autres approches relèvent d'élaborations plus personnelles visant à formuler des modèles originaux rendant compte de l'action terroriste.

La théorie de l'inversion de Wieviorka envisage la distance qui sépare la violence révolutionnaire du terrorisme qui est défini comme «la figure inverse, éclatée de l'action révolutionnaire»<sup>1</sup>. L'inversion est le résultat d'un processus par lequel se creuse un fossé entre les luttes réelles conduites par un mouvement social et la réappropriation idéologique de ces luttes par des avant-gardes autoproclamées qui s'identifient abstraitement à un groupe de référence dont elles sont totalement coupées. Le terrorisme est ainsi en rupture avec le mouvement social auquel il se réfère, autrement dit, selon l'expression de l'auteur, c'est une forme «extrême et décomposée d'antimouvement social». Plus particulièrement forgée pour traiter du terrorisme d'extrême-gauche et reposant largement sur un questionnement relatif à la légitimité de la violence, la thèse de Wieviorka a fait l'objet des critiques convergentes de Crettiez et de Sommier. L'un considère que l'auteur pêche «par réductionnisme en privilégiant seulement la perspective de recherche orientée autour du lien de distanciation — parfois difficilement perceptible — entre mouvement social et groupuscule

---

<sup>1</sup> Michel Wieviorka, *Société et terrorisme*, Paris, Fayard, 1988, p. 462.

violent»<sup>1</sup>. L'autre s'interroge sur les indicateurs objectifs qui permettent de déterminer «le degré de complicité qui unit (ou non) le groupe de référence à sa soi-disant avant-garde», tout en soulignant les appréciations de Wieviorka «qui n'engagent que sa propre affectivité», en l'occurrence l'affirmation selon laquelle «la violence de l'ETA, dans son ensemble, n'est pas sociologiquement terroriste»<sup>2</sup>.

Dans sa tentative de formulation d'une «théorie interdisciplinaire du terrorisme», Silverman s'appuie sur la thèse de Wieviorka qu'il articule avec des éléments repris chez Crenshaw (la dimension de l'action stratégique) et Post (la dimension des tensions psychologiques). Silverman affine sa démarche en recourant aux thèses d'Akers sur l'apprentissage social des comportements déviants, à la théorie d'Agnew sur les facteurs de tension créant l'adversité et à une adaptation de la théorie de la mobilisation des ressources proposée par Wald pour l'étude des mouvements politiques à base confessionnelle aux États-Unis. Il en résulte un modèle d'appréhension du terrorisme axé sur la notion d'identité, le recours à la violence étant un moyen par lequel des acteurs enracinés dans une sous-culture tentent de résoudre leur conflit avec d'autres sous-cultures ou une culture englobante et ainsi d'y faire valoir leurs normes et leurs valeurs<sup>3</sup>. Outre son élaboration conceptuelle, la démarche de Silverman présente l'intérêt de comporter une analyse empirique destinée à tester la pertinence du modèle par une étude des violences pratiquées par la frange radicale du mouvement *pro-life* aux États-Unis.

---

<sup>1</sup> Xavier Crettiez, « Les modèles conceptuels d'appréhension du terrorisme », *art. cit.*, p. 209.

<sup>2</sup> Isabelle Sommier, *Le terrorisme*, Paris, Flammarion, 2000, pp. 81-82.

<sup>3</sup> Adam L. Silverman, *An Exploratory Analysis of an Interdisciplinary Theory of Terrorism*, Ann Arbor, UMI, 2002, pp. 17-50.

Le traitement statistique des variables dépendantes et indépendantes de l'analyse empirique pose cependant un premier problème. Sans entrer dans le détail de la critique de la démarche, signalons simplement que les données constitutives de la variable dépendante présentent une grande hétérogénéité. En effet, les actions violentes contre des centres d'avortements regroupent à la fois des attentats à la bombe, des tirs par armes à feu, des meurtres, des incendies criminels et des actes de vandalisme; pour l'année 1998, le vandalisme représente le 4/5e du total des violences retenues dans une étude statistique censée tester un modèle relatif au terrorisme. Un second problème relève de la dimension organisationnelle, les violences considérées étant plus l'œuvre d'individus ou de groupes informels que de réseaux fortement structurés. Une analogie avec une partie des attentats récents d'inspiration islamiste est certes envisageable; il n'en demeure pas moins que, dans ces conditions, le facteur stratégique et l'articulation entre les niveaux méso et micro analytiques définis par della Porta doivent être entièrement reconsidérés. Bref, Silverman formule une intéressante théorie de moyenne portée qui mérite d'être soumise à la discussion, mais la généralisation du modèle à une théorie générale du terrorisme est plus problématique.

Enfin, considérons les trois contributions de *Sociological Theory* dans lesquelles Black, Bergesen, Lizardo et Alexander tentent de répondre au programme fixé par Senechal de La Roche.

Black intègre la question du terrorisme dans son élaboration de la «géométrie sociale» qui ignore les motivations et les fins des acteurs individuels ou collectifs pour n'envisager que la «position» d'un phénomène dans l'espace social. Considérant uniquement le «terrorisme pur», défini comme une violence de masse infligée par des civils organisés à d'autres civils, Black estime qu'il s'agit d'une forme de contrôle social par le bas qui

se déploie intercollectivement de manière ascendante à travers les longues distances de l'espace social<sup>1</sup>. On saisit facilement ce que doit cette conception géométrique du terrorisme aux événements du 11 septembre, influence de la conjoncture sur l'élaboration théorique qui se manifeste également chez Bergesen et Lizardo.

Pour les deux enseignants de l'Université d'Arizona, le terrorisme international contemporain est un produit de la globalisation émergeant dans des conditions déterminées à partir desquelles il est possible de reconstruire un modèle d'analyse dont la pertinence est confirmée par l'histoire. En dehors de la globalisation, trois autres conditions du système international sont identifiées: le déclin d'une puissance hégémonique, la compétition entre acteurs du système et l'apparition d'organisations terroristes dans une «semi-périphérie autocratique du système-monde». Selon le modèle proposé, le déclin d'une puissance hégémonique déstabiliserait un ordre global au sein duquel l'émergence du terrorisme international servirait d'indicateur à un développement d'une instabilité internationale débouchant sur un conflit entre grandes puissances. Deux cas historiques valideraient la pertinence du modèle: le tournant des XIXe et XXe siècles et, plus étrangement, la période de la guerre de Sept Ans. Sans entrer dans le détail d'une démonstration acrobatique du point de vue de ses références historiques, signalons la difficulté des auteurs à intégrer la variable terroriste dans la validation de leur modèle. Si, à la rigueur, les vagues de violences anarchistes et nationalistes des années 1880-1914 pourraient s'y intégrer, où trouver des traces de terrorisme dans la guerre de

---

<sup>1</sup> «A social distance is a difference between social locations, including wealth (economic distance); authority (hierarchical distance); integration (radial distance); culture (cultural distance); intimacy (relational distance); organization (organizational distance); and activities (functional distance)». Donald Black, «The Geometry of Terrorism», *Sociological Theory*, vol. 22, 2004, p. 19.

Sept Ans? Bergesen et Lizardo s'en tirent par une pirouette argumentative en considérant que le terrorisme est historiquement apparu dans la seconde partie du XVIIIe siècle sous la forme de la terreur exercée contre des populations civiles par des soldats débandés<sup>1</sup>.

Dans une dernière tentative d'esquisser une théorisation du terrorisme, Alexander applique aux attaques du 11 septembre un cadre conceptuel inspiré des analyses de Victor Turner. Le terrorisme serait une sorte de «political performance», autrement dit un acte symbolique, fondé sur un scénario et destiné à des spectateurs qui, en interprétant le drame auquel ils assistent, détermineraient la qualité et le sens du spectacle<sup>2</sup>. Sans nier le pouvoir évocateur de cette analogie théâtrale qui développe une vieille idée de Jenkins<sup>3</sup>, il est difficile d'y voir un enrichissement significatif des analyses plus conventionnelles de la violence politique et des conduites stratégiques, et surtout elle n'échappe pas à la critique de la réification du terrorisme formulée par Tilly dans la même livraison de *Sociological Theory*.

### Perspectives

Au terme de ce tour d'horizon, il apparaît de manière suffisamment évidente que l'absence d'une théorie générale du terrorisme ne résulte pas d'une «sous-théorisation» du phénomène, ou plus précisément *des* phénomènes auxquels renvoie la notion. Une explication plus raisonnable de cette

---

<sup>1</sup> Albert J. Bergesen & Omar Lizardo, «International Terrorism and World-System», *Sociological Theory*, vol. 22, 2004, p. 49.

<sup>2</sup> Jeffrey C. Alexander, «From the Depths of Despair: Performance, Counterperformance, and September 11», *Sociological Theory*, vol. 22, 2004, pp. 90-93.

<sup>3</sup> Brian M. Jenkins, *International Terrorism*, Santa Monica, Rand Corp., 1974, pp. 3-4.

absence relève de l'incapacité des sciences sociales à maîtriser le concept et à distinguer la diversité de ses référents. La situation est d'autant plus paradoxale que le terrorisme s'est récemment imposé comme un thème central du discours politique et du débat de société, alors que ni les politologues ni les sociologues ne semblent en position de répondre à une question aussi élémentaire que celle consistant à savoir s'ils sont en mesure de définir l'objet dont il est question et d'en rendre compte de manière rigoureuse. Certes, des auteurs tels que Tilly et Oberschall ont esquissé des débuts de réponse, mais sans parvenir à trancher le nœud du problème. Le premier met en doute la pertinence du concept de terrorisme, mais conserve l'idée selon laquelle l'usage de la terreur s'identifie à une stratégie asymétrique utilisée par une large variété d'acteurs dans des circonstances diverses. Le second ne met pas en doute la pertinence du concept en affirmant que la théorie de l'action collective se prête parfaitement à l'analyse du terrorisme, sans pour autant expliquer pour quelle raison cette théorie n'est que très marginalement mobilisée pour traiter le sujet.

Si l'on s'accorde avec la conclusion de Tilly selon laquelle «Terrorism is not a single causally coherent phenomenon; no social scientist can speak responsibly as though it were», il importe de déterminer plus précisément de quelle manière les sciences sociales sont susceptibles de surmonter les difficultés dans lesquelles elles se débattent depuis plusieurs décennies.

Dans cet ordre d'idée, il est tout d'abord nécessaire de différencier les phénomènes qui sont inconsidérément amalgamés sous le label de terrorisme. À une première opposition entre des violences coercitives qui visent à un contrôle social des populations et des violences subversives s'ajoute au moins deux autres distinctions qu'il convient d'opérer au sein de la seconde catégorie. L'une entre des actions qui s'inscrivent dans le domaine de conduites stratégiques articulées et des actions dénuées de portée stratégique; l'autre entre des actions combinées à d'autres formes de violences et des actions qui jouent sur un seul registre du répertoire de la

violence. Dans le cadre de la première opposition, les moyens respectivement mis en œuvre sont différents. Dans le cadre des violences subversives, ces moyens peuvent être identiques sans qu'il soit pour autant possible de considérer que cette identité implique l'existence d'un phénomène homogène susceptible de relever d'un même type d'explication.

Il importe ensuite de s'interroger sur les ressources théoriques dont disposent les sciences sociales pour rendre compte des phénomènes considérés. À cet égard, Oberschall a peut-être raison d'affirmer qu'une théorie spécifique du terrorisme n'est pas requise, mais il est sur un terrain moins solide en considérant que la théorie de l'action collective est un instrument idoine pour l'analyse de «l'ensemble du spectre» de la violence politique «y compris le terrorisme». Très pertinente pour l'étude des processus de radicalisation, du moins en ce qui concerne les démocraties libérales, cette approche possède une valeur heuristique décroissante lorsque l'analyse doit se déplacer sur le terrain de l'action armée proprement dite. En outre, comment pourrait-elle utilement rendre compte de ce que Bigo et Hermant nomment le «terrorisme d'organisation écran» ou des attentats commis par un acteur isolé tel que *Unabomber*? On l'a compris, la théorie de l'action collective ne peut prétendre à la connaissance globale des phénomènes divers que recouvre la notion de terrorisme. Certains d'entre eux ne sont intelligibles que lorsqu'ils sont replacés dans le contexte stratégique — au sens militaire de la notion — dans lequel ils s'inscrivent. D'autres relèvent de l'analyse criminologique, tel le premier attentat à la bombe contre un avion de ligne commis en 1949 au Canada par un homme qui désirait éliminer son épouse et toucher son assurance sur la vie.

Il en résulte que les sciences sociales disposent des ressources théoriques nécessaires à l'analyse du «terrorisme», et que le problème auquel elles sont confrontées n'est vraisemblablement pas de formuler une nouvelle théorie de cet objet évanescent. D'autres questions s'inscriraient plus utilement à l'agenda de la recherche, leur discussion étant susceptible de contribuer au

débat qui s'est engagé à la suite de l'affirmation d'un tournant critique dans les études du terrorisme<sup>1</sup>. Citons-en trois dont le traitement permettra, peut-être, de dépasser les controverses sans fin qui se sont engagées depuis les années 1930.

La première relève d'un enjeu terminologique: la suggestion de Tilly consistant à abandonner l'usage du concept de terrorisme dans son sens général, ou du moins de le restreindre au domaine de la philosophie politique, devrait être sérieusement discutée par la communauté des chercheurs. Nul doute qu'une telle perspective suscitera de nombreuses résistances dès lors que l'abandon du concept impliquerait la rupture avec des certitudes qui n'ont pas toujours été suffisamment questionnées et un bouleversement du champ de la recherche. Il ne fait pourtant guère plus de doute que la discussion, quelle que soit son issue, permettra de préciser les contours des phénomènes considérés en contraignant ses participants à concevoir des alternatives conceptuelles ou à renforcer la cohérence argumentative de leur position.

Une deuxième question, en réalité étroitement liée à la précédente, possède également une dimension terminologique, mais plus étroitement articulée à un enjeu directement empirique: le terrorisme génère-t-il réellement de la terreur? La question a rarement été prise en considération dans le cadre d'un champ de recherche qui repose sur le postulat que la terreur émane de la forme de violence considérée. Conventionnellement ancré dans le lexique de la violence politique, le terme de terreur est pourtant rarement rapporté à un référent précis par ceux qui en usent pour désigner l'impact des attentats qui constituent leur objet d'analyse. Le problème n'est évidemment pas ici de savoir si les victimes directes de ces violences font l'expérience d'une «peur extrême, qui affole, bouleverse et paralyse»,

---

<sup>1</sup> Voir la plate-forme de la revue *Critical Studies on Terrorism*.

puisque c'est effectivement le cas, mais de déterminer s'il est pertinent de généraliser cet état de terreur aux victimes indirectes, c'est-à-dire à la population cible dans son ensemble. Les auteurs du *Dictionnaire critique des termes de psychiatrie et de santé mentale* franchissent le pas en affirmant que, « par extension », la notion de terreur peut se rapporter à la « peur collective qu'on fait régner sur une population pour briser sa résistance »<sup>1</sup>. Si l'affirmation paraît au premier abord raisonnable et s'harmonise aux conceptions qui prévalent chez les spécialistes du terrorisme, les études empiriques réalisées après les attentats les plus meurtriers du début du XXI<sup>e</sup> siècle produisent des résultats qui incitent à la nuance.

À la suite des attaques du 11 septembre 2001, l'enquête de Galea, relative aux séquelles psychologiques des événements sur la population new-yorkaise, indique une prévalence du trouble de stress post-traumatique (PTSC) chez 7.5% des sujets (contre 3.6% une année auparavant), et de 9.7% en ce qui concerne les troubles dépressifs (4.9% en temps normal)<sup>2</sup>. Celle de Vázquez, consécutive aux événements de Madrid du 11 mars 2004, établit une fourchette de 1.9% à 13.3% de la population madrilène affectée par le PTSC, en précisant que le taux de prévalence chute significativement si les critères les plus stricts du diagnostique sont considérés<sup>3</sup>. Quant à celle de Rubin, elle constate que 31% de la population londonienne a développé un « stress substantiel » après les attaques du 7 juillet 2005, résultat qui mérite un

---

<sup>1</sup> Kipman S. D. (dir.), *Dictionnaire critique des termes de psychiatrie*, Rueil-Malmaison: Doin, 2005.

<sup>2</sup> Sandro Galea et al., « Psychological Sequelae of the September 11 Terrorist Attacks in New York City », *The New England Journal of Medicine*, vol. 346, n° 13, 2002, p. 985.

<sup>3</sup> Carmelo Vázquez, « Post-Traumatic Stress Reactions Following the march 11, 2004 Terrorists Attacks in a Madrid Community Samples », *The Spanish Journal of Psychology*, vol. 9, 2006, p. 69.

commentaire. Ce pourcentage ne concerne en effet pas le PTSC proprement dit, mais la présence d'au moins l'un de ses symptômes dans l'échantillon. Plus précisément, pour quatre des symptômes les plus sévères (irritabilité, troubles du sommeil, difficulté à se concentrer et pensées ou rêves récurrents relatifs à l'événement), le «stress substantiel» est constaté dans moins de 10% de l'échantillon, alors que le symptôme le plus bénin (être bouleversé au souvenir de l'événement) concerne 25% de cet échantillon<sup>1</sup>. On comprend qu'il ne s'agit pas ici de remettre en cause l'existence d'une «commotion psychologique» consécutive à des attentats, mais de s'interroger sur la pertinence du terme de terreur pour qualifier leur impact psychologique à un niveau global. Interrogation d'autant plus légitime que les chercheurs qui ont conduit des enquêtes relatives aux réactions de la population israélienne ont constaté que l'expérience récurrente de la violence génère un haut niveau d'adaptation à la situation et un relativement faible niveau de stress<sup>2</sup>.

Plusieurs auteurs ont souligné que la méthodologie des enquêtes relatives à l'impact psychologique du terrorisme méritait d'être affinée, en particulier pour éviter les confusions inhérentes à l'utilisation de critères différents d'une étude à l'autre. Il n'en demeure pas moins que ces enquêtes constituent actuellement le seul instrument qui permet de mesurer l'impact effectif de la violence sur la population, et qu'elles tendent à montrer que les effets qu'elle génère sont moins prononcés que ceux présumés par le

---

<sup>1</sup> James Rubin et al., «Psychological and Behavioural Reactions to the Bombings in London on 7 July 2005», *British Medical Journal*, n° 331, 2005, p. 607.

<sup>2</sup> Moshe Zeidner, «Individual Differences in Psychological Reactions to Terror Attack», *Personality and Individual Differences*, vol. 40, n° 4, 2006, p. 780. Avraham Bleich et al., «Exposure to Terrorism, Tress-Related Mental Health Symptoms and Coping Behaviors Among a Nationality representative Sample in Israel», *Journal of American Medical Association*, vol. 290, 2003, p. 620.

discours sur le terrorisme. Aussi bien à New York qu'à Madrid, les autorités avaient prévu un problème majeur de santé public en matière de troubles psychologiques consécutifs aux attentats; prédictions qui ne se sont pas réalisées<sup>1</sup>. Bref, l'idée selon laquelle le terrorisme produirait de la terreur n'est pas aussi évidente que le laisse supposer certaines définitions du phénomène, et la question ne saurait être soustraite de l'agenda de la recherche dès lors que cette idée est la clé de voûte de nombre de conceptualisations du terrorisme.

Une troisième question relève du champ des études du terrorisme: est-il en mesure de maintenir sa cohérence et sa spécificité face à un indispensable décloisonnement des approches disciplinaires? Il est en effet absurde d'imaginer que l'enrichissement des connaissances relatives à la violence politique puisse être circonscrit à un champ disciplinaire déterminé et ne résulter que d'une seule perspective d'analyse. Autrement dit, les études cliniques consacrées aux séquelles psychologiques d'attentats dans la population sont autant susceptibles de contribuer à la réflexion que ne l'est la théorie de l'action collective ou la théorie stratégique. Un renouvellement de l'analyse de la violence armée groupusculaire passe apparemment par une telle démarche transversale qui permettra non seulement de combiner des perspectives mutuellement fructueuses, mais aussi d'élaborer un cadre conceptuel plus adapté à l'étude des phénomènes que les théories du terrorisme ne permettent pas d'appréhender de manière pleinement intelligible.

En conclusion, on considérera que l'agenda de la recherche semble annoncer une nouvelle phase de controverses qui s'est amorcée avec l'affirmation d'un

---

<sup>1</sup> Carmelo Vázquez, *art.cit.*, p. 71.

tournant critique dans les études du terrorisme<sup>1</sup>. Si elles sont susceptibles d'ébranler certaines certitudes, il faut également les considérer en tant qu'une opportunité pour les chercheurs concernés de contribuer significativement à l'élaboration d'une théorie générale de la violence politique qui reste à formuler.

---

<sup>1</sup> Voir John Horgan, Michael J. Boyle, « A Case against "Critical Terrorism Studies" », *Critical Studies on Terrorism*, vol. 1, 2008, pp. 51-64.

